



MINISTERIO DE HACIENDA

Tribunal de Oposiciones al Cuerpo Superior de
Interventores y Auditores del Estado

**CUARTO EJERCICIO DE LAS PRUEBAS SELECTIVAS PARA EL INGRESO EN
EL C.S.I.A.E. CONVOCADAS POR ORDEN DE 3/06/2002 (BOE 12/06)**

FRANCÉS

EXERCICE N° 1: TEXTE A TROUS

CONSIGNE: Complétez le document ci-dessous en choisissant, pour chacun des espaces numérotés de 1 à 10, l'un des trois termes qui vous sont proposés; vous **cocherez** la solution retenue dans le tableau suivant:

Comment représenter la zone euro dans les instances financières internationales?

L'euro est aujourd'hui la ___1___ monnaie la plus importante du monde et la zone euro constitue collectivement la ___2___ grande puissance économique et commerciale mondiale.

___3___, l'Union européenne n'en tire pas tous les bénéfices possibles au plan international. La question de la représentation internationale de l'euro reste *de facto* non réglée. Au G7 finances, par exemple, la présidence de l'Eurogroupe – ___4___ elle n'est pas exercée par un Etat participant au G7 – et la BCE ne sont présentes ___5___ pour certaines parties de la discussion. La Commission n'assiste à ___6___ discussions que pour une partie plus limitée ___7___ de l'ordre du jour, ___8___ la lutte contre le blanchiment ou le financement du terrorisme.

Au FMI, le seul changement notable ___9___ 1999 a été l'octroi d'un statut d'observateur à la BCE. La position de la présidence dans les discussions internationales est certes aujourd'hui préparée de manière concertée, mais elle est ___10___ souvent sur base d'un compromis qui ne permet pas à l'Union de faire collectivement preuve d'une autorité et d'une capacité d'initiative suffisantes.



MINISTERIO DE HACIENDA

Tribunal de Oposiciones al Cuerpo Superior de
Interventores y Auditores del Estado

1	première	
	quatrième	
	deuxième	
	troisième	
2	première	
	deuxième	
	quatrième	
	troisième	
3	également	
	quoi que	
	cependant	
	même si	
4	bien qu'	
	si	
	quant	
	lorsqu'	
5	que	
	naguère	
	pas	
	point	
6	les	
	mes	
	ces	
	ses	
7	toutefois	
	aussi	
	au moment où	
	encore	
8	tel	
	telle	
	telles	
	tels	
9	au cours	
	lors	
	après	
	depuis	
10	est modifié	
	est établie	
	est devenue	
	est intervenue	



MINISTERIO DE HACIENDA

Tribunal de Oposiciones al Cuerpo Superior de
Interventores y Auditores del Estado

EXERCICE N° 2: CERCHEZ LES FAUTES

CONSIGNE: Cherchez les 10 erreurs dissimulées dans le texte suivant, signalez-les correctement et corrigez-les.

Rôle de la Commission

Le renforcement du droit d'initiative de la Commission est particulièrement important en matière de coordination de les politiques économiques. A l'heure actuelle, la Commission adresse au Conseil une simple recommandation pour les grandes orientations de politique économique et les avertissements prévus par le pacte de stabilité. Le Conseil peut aisément modifier le contenu de ces recommandations ou ignorer des points importants. Cet situation incite à des compromi qui affecte la crédibilité des mécanismes de coordination des politiques économiques.

La Commission recommande dès lors transformation des recommandations en propositions pour les grandes orientations de politique économique est pour les avertissements prévus pour assurer le respect du pacte de stabilité ou des grandes orientations. Autrement dite, l'accord de la Commission serais requis pour la modification de ces propositions, à moins que le Conseil, à l'unanimité, ne décide de les modifier. C'est le mode de travail habituelle prévu par le traité.

Erreur n° 1 _____

Erreur n° 2 _____

Erreur n° 3 _____

Erreur n° 4 _____

Erreur n° 5 _____

Erreur n° 6 _____

Erreur n° 7 _____

Erreur n° 8 _____

Erreur n° 9 _____

Erreur n° 10 _____



MINISTERIO DE HACIENDA

Tribunal de Oposiciones al Cuerpo Superior de
Interventores y Auditores del Estado

EXERCICE N° 3: TEXTE DE COMPREHENSION

CONSIGNE: Lisez le texte puis répondez aux questions suivantes:

Capacité de décision du Conseil

Les frontières de la zone euro ont vocation à coïncider avec celles de l'Union. Mais, parce que plusieurs Etats membres ne font pas encore partie de la zone et que ce nombre va s'accroître avec l'élargissement, cet objectif naturel ne sera probablement pas atteint avant de nombreuses années.

Or, les mécanismes de décision prévus aujourd'hui par le traité ne sont tout simplement pas adaptés aux besoins de la zone euro lorsque l'Union comptera près de trente Etats membres. Autoriser les Etats de la zone euro à décider entre eux des questions relatives à leur monnaie relève du simple bon sens.

L'Union comptera en 2004 davantage d'Etats non membres de la zone euro que d'Etats participants. L'Eurogroupe, créé par le Conseil européen en 1997, est un forum de discussion informel entre Etats participants. Indéniablement utile, il peut subsister en tant qu'instance informelle de discussion. Mais, dans le cadre actuel du traité, seul le Conseil (Ecofin) peut prendre des décisions. Pour traiter par exemple les questions de déficits excessifs entre les Etats qui participent à l'euro, les questions relatives aux orientations de la politique de change, les décisions relatives aux Etats membres souhaitant adopter l'euro ou encore la partie des grandes orientations de politique économique consacrée à la zone euro, la Commission recommande la mise en place d'un «Conseil Ecofin pour la zone euro», réunissant les ministres des Finances des seuls Etats membres de la zone euro et doté de pouvoirs de décision dans les domaines d'intérêt commun aux Etats membres qui partagent la même monnaie.

Autre ajustement important : pour l'efficacité du processus de décision, il convient que l'Etat membre concerné soit exclu du vote sur les avertissements. Le traité prévoit déjà une telle exclusion lorsque le Conseil doit mettre un Etat en demeure de corriger un déficit excessif – mais cette précision a été omise pour le vote sur les avertissements.

